

DROIT DES FINANCES PUBLIQUES

Séance 1 - Les sources des finances publiques

I. Les sources nationales	2
A) Normes constitutionnelles	2
B) Normes infra-constitutionnelles	3
1) <i>Les lois organiques</i>	3
2) <i>Les autres lois</i>	5
3) <i>Les règlements</i>	6
II. Les sources internationales	7
A) Droit international	7
1) <i>Le droit souple</i>	7
2) <i>Le droit conventionnel</i>	8
a) <i>Les conventions fiscales internationales</i>	8
b) <i>Les autres conventions</i>	8
B) Droit de l'Union européenne	9
1) <i>En matière budgétaire</i>	9
a) <i>Le Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC)</i>	9
(i) <i>Les volets du PSC</i>	9
(ii) <i>Le semestre européen</i>	10
(iii) <i>Le « six-pack »</i>	10
(iv) <i>Le « two-pack »</i>	12
b) <i>Le « Pacte budgétaire » ou « Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance » (TSCG)</i>	13
2) <i>En matière comptable</i>	14
3) <i>En matière fiscale</i>	15



Définition : Le droit des finances publiques est une branche du droit public, au sein de laquelle on distingue habituellement :

- Le droit budgétaire, qui régit les questions relatives à l'élaboration et à l'adoption du budget ;
- La comptabilité publique, qui régit la tenue des comptes publics, ainsi que l'encaissement et le décaissement de l'argent public, c'est-à-dire, l'exécution du budget ;
- Le droit fiscal, qui régit les questions relatives aux recettes publiques qui sont perçues sous la forme d'impositions de toute nature.

Si ces trois sous-ensembles obéissent traditionnellement à des normes nationales (I), la place des normes internationales (II) est aujourd'hui de plus en plus prenante.



Attention : Bien qu'elles ne soient pas traditionnellement comprises dans cette définition, les finances sociales sont d'une importance capitale pour l'État, qui s'y intéresse à travers les lois de financement de la Sécurité sociale, dont il sera question à la Séance 9.

I. Les sources nationales

Au sein de sources nationales, il est nécessaire de distinguer les sources constitutionnelles (A) et les sources infra-constitutionnelles (B).

A) Normes constitutionnelles

Les normes constitutionnelles jouent un rôle fondamental en matière de finances publiques.

La jurisprudence du Conseil constitutionnel consacre ainsi plusieurs **principes de droit budgétaire** : le principe d'annualité, le principe d'unité, le principe d'universalité et le principe de spécialité.

En matière comptable, la Constitution prévoit le principe de régularité et de sincérité des administrations publiques, alors que le Conseil constitutionnel consacre quant à lui l'objectif d'équilibre des comptes des administrations publiques.

En matière fiscale, plusieurs principes sont également prévus : la compétence de principe du législateur, le principe d'annualité de l'impôt, le principe de l'encadrement de la rétroactivité de la loi fiscale, le principe d'égalité devant les charges publiques et les principes de nécessité et de proportionnalité des peines (même si celui-ci n'est pas propre à la matière fiscale).

Ces principes seront analysés au sein de la Séance 2.

B) Normes infra-constitutionnelles

1) Les lois organiques



Définition : Les lois organiques occupent un rang hiérarchique supérieur à celui des lois ordinaires. Elles n'ont cependant pas pour objet d'établir des règles de fond.

Quatre lois organiques intéressent les finances publiques.

1) La loi organique sur la programmation financière (LOPGFP) du 17 décembre 2012, qui transpose en droit interne les exigences du pacte budgétaire (« **TSCG** ») conclu entre les gouvernements des États membres de l'Union Européenne (*infra*).

Cette loi :

- Détermine le contenu et l'articulation de la loi de programmation des finances publiques (LPFP), des lois de finances (LF) et des lois de financement de la sécurité sociale (LFSS) qui doivent définir et mettre en œuvre les règles du **TSCG** ;
- Prévoit un mécanisme de correction qui doit être mis en œuvre dans le cas où il existe un écart trop important entre les prévisions budgétaires et les résultats connus d'une ou de deux années ;
- Institue un Haut conseil des finances publiques (HCFP), dont le rôle est détaillé *infra*.

2) La **loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1er août 2001** est une loi fondamentale en matière de finances publiques, qui répond aux besoins énoncés par les gestionnaires publics et par les parlementaires dans le cadre de l'élaboration et de l'exécution du budget.

À l'égard des premiers, la **LOLF** a introduit un modèle managérial de gestion par la performance, inspiré du monde de l'entreprise privée, dont les grands principes sont les suivants :

- **La liberté de gestion** : les gestionnaires publics sont très libres dans le choix de l'affectation des ressources financières qui leurs sont accordées (*v. sur ce point notamment le principe de fongibilité asymétrique expliqué dans la Séance 3*) ;
- **La responsabilisation managériale** : les gestionnaires sont désormais soumis à des impératifs d'objectifs et de performances, supervisés par le ministre compétent, et ils doivent à ce titre rendre des comptes à chaque fin d'exercice ;
- **La culture des résultats de l'action publique** : ce qui importe ce sont les résultats, et non les moyens matériels et humains mis en œuvre par l'action publique.

La **LOLF** a par ailleurs entendu revaloriser le rôle et l'information du Parlement (*sur ce dernier point v. par exemple les développements sur le projet annuel de performance exposés dans la Séance 3*).

En pratique, la **LOLF** s'est plutôt avérée décevante, même si la logique sur laquelle elle repose est généralement saluée.

3) La **loi organique relative aux lois de financement de la Sécurité sociale (LOLFSS) du 2 août 2005**, dont les principales innovations consistent dans le renforcement de la sincérité et de la transparence des équilibres financiers de la Sécurité sociale, l'affirmation du principe d'autonomie financière de la Sécurité sociale, l'introduction d'une dimension pluriannuelle dans la présentation des prévisions de recettes et des objectifs de dépenses et, enfin, dans la définition de programmes de qualité et d'efficacité qui devraient permettre, à terme, de mesurer l'efficacité de la dépense publique dans le domaine des finances sociales.

4) La **loi organique sur l'autonomie financière locale (LOAFCT) du 29 juillet 2004**, qui a pour objet de mettre en œuvre le principe de l'autonomie financière des collectivités territoriales, prévu à l'**article 72-2 de la Constitution**.

En particulier, la LOAFCT prévoit :

- Une définition de la notion de ressources propres ;
- Les seuils minimums d'autonomie ;
- Un mécanisme visant à garantir l'autonomie des collectivités territoriales.

2) Les autres lois

Elles sont essentiellement au nombre de 4 :

1) Les lois de finances (LF) qui déterminent les ressources et les charges de l'État.

On distingue :

- Les lois de finances initiales (LFI), adoptées en vue de l'année suivante ;
- Les lois de finances rectificatives (LFR), qui se rapportent quant à elles à l'année en cours et qui ont notamment pour objet de modifier les prévisions de la LFI ;



À retenir : **Au moins une LFR doit être votée chaque année.**

- Et les lois de règlement (LR), qui constatent les résultats financiers de chaque année civile et approuvent les différences entre les résultats et les prévisions de la LFI éventuellement modifiée par une ou plusieurs LFR.

Certaines questions doivent nécessairement être traitées par les LF. Corrélativement, ces mêmes questions ne peuvent pas figurer au sein d'une loi qui n'ait pas la nature d'une LF.

L'autorisation de percevoir les impôts existants, l'évaluation des ressources de l'État, la détermination des plafonds de dépenses et d'emplois, ainsi que les questions relatives à l'équilibre budgétaire et à la trésorerie, constituent ainsi le « domaine réservé » des lois de finances.

D'autres questions, sans pouvoir figurer dans une autre loi qu'une loi de finances, peuvent néanmoins ne pas être traitées par les LF : on parle de « domaine facultatif non partagé ». Des questions variées y sont rattachées, parmi lesquelles notamment les dispositions relatives aux ressources de l'État qui affectent l'équilibre budgétaire et celles relatives aux affectations de recettes au sein du budget de l'État.

Enfin, d'autres questions peuvent être traitées indifféremment par une LF ou par un autre type de lois : on parle de « domaine facultatif partagé ».



Attention : **Les questions qui ne relèvent pas des domaines réservé ou facultatif sont des « cavaliers budgétaires » qui, en tant que tels, encourent la censure du Conseil constitutionnel.**

2) Les lois de financement de la Sécurité sociale (LFSS) « *déterminent les conditions générales de son équilibre financier et, compte tenu de leurs prévisions de recettes, fixent ses objectifs et ses dépenses, dans les conditions et sous les réserves prévues par une loi organique* » (**Constitution, art. 34**).

La procédure d'adoption est calquée sur celle des LF. De même, les LFSS comprennent, à l'instar des LF, un domaine réservé, un domaine facultatif non-partagé et un domaine facultatif partagé (cf. Séance 9).

3) Les lois de programmation des finances publiques (LPFP), qui ont pour objet d'appréhender les finances de l'État à une échelle pluriannuelle (cf. Séance 3).

3) Les règlements

Comme dans tous les domaines, les règlements jouent également un rôle important en matière de finances publiques.

Par exemple, les règles de la comptabilité publique relèvent par principe de la compétence du pouvoir réglementaire, qui les adopte sur avis du **Conseil de normalisation des comptes publics (CNOCP)**. C'est aujourd'hui le **décret relatif à la gestion budgétaire et comptable publique** (dit **décret « GBCP »**) qui est applicable en la matière.

De même, en matière fiscale, le pouvoir réglementaire local dispose d'une certaine marge de manœuvre en matière d'impositions de toute nature. Le législateur peut ainsi assortir les impôts locaux d'une fourchette de taux d'imposition au sein de laquelle le pouvoir réglementaire va pouvoir se situer plus ou moins librement.



À retenir : La Constitution et les lois organiques encadrent de près les lois qui déterminent les finances de l'État, des collectivités territoriales et des organismes de Sécurité sociale, c'est-à-dire, pour l'essentiel, les lois de finances (LF) et les lois de financement de la Sécurité sociale (LFSS).

II. Les sources internationales

A) Droit international

Les compétences budgétaires et comptables relèvent traditionnellement du droit fondamental des États. Aujourd'hui le droit souple (1) et le droit conventionnel (2) occupent cependant une place qui est loin d'être négligeable.

1) Le droit souple

À l'échelle internationale, il existe de nombreux « standards ». Ceux-ci sont essentiellement produits par des organisations internationales, qui promeuvent une meilleure transparence des finances publiques. Cette promotion se fait à travers :

- Des **bonnes pratiques budgétaires**, qui sont l'œuvre notamment du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque mondiale, de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) et de l'ONU ;
- L'**harmonisation des normes comptables applicables au secteur public**, à travers notamment la Fédération internationale des experts-comptables (IFAC), qui a produit un standard international pour le secteur public (IPSAS ou *International public sector accounting standards*).

Si ces normes ne sont pas à proprement parler contraignantes, celles-ci font néanmoins l'objet d'un certain consensus.



Exemple : Le FMI, par exemple, a publié en 1998 un « **Code de bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques** », ainsi qu'un manuel qui précise les principes et les pratiques du code. En droit, ces normes ne sont pas contraignantes. En fait, cependant, le montant des prêts accordés par le FMI en 2016 s'élevait à environ 178 milliards de dollars ; souvent, les États débiteurs ou ceux qui souhaitent emprunter auprès du Fonds s'engagent donc à respecter ces normes, dont la portée est alors importante.

De même, au sein de l'Union européenne plusieurs États membres ont adapté l'IPSAS à l'échelle de leur droit national.

2) Le droit conventionnel

Les conventions fiscales (a) et non fiscales (b) jouent un rôle important en matière de finances publiques.

a) Les conventions fiscales internationales



Définition : Les conventions fiscales conclues entre les États, bipartites pour leur majorité, ont pour objet de limiter la double imposition juridique, de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et de renforcer la coopération administrative entre les États.



À retenir : S'il n'est pas le seul, le modèle de référence en la matière reste celui qui est établi par l'OCDE, qui a inspiré une majorité de conventions.

Certes, pour atteindre ces objectifs, les États sont amenés à limiter leur souveraineté fiscale, en renonçant à des recettes fiscales qu'ils auraient pu percevoir en vertu de leur droit interne.



Attention : En pratique, et conformément au principe de subsidiarité (CE, ass., 28 juin 2002, n° 232276, *Sté Schneider Electric*), le droit interne, s'il est appliqué en priorité, doit néanmoins être écarté en présence d'une convention fiscale contraire.

Toutefois, cette limitation, qui a des répercussions évidentes en matière budgétaire, a *in fine* pour objet de protéger les ressources respectives des États parties.

b) Les autres conventions

D'autres conventions poursuivent un objet non fiscal, mais ont néanmoins des répercussions importantes sur les recettes fiscales des États.

Tel est le cas notamment de la **Convention Européenne des Droits de l'Homme (Conv. EDH)**, qui offre aux contribuables des garanties non négligeables face aux États membres.



À retenir : Le droit international est riche de standards qui influencent fortement l'élaboration des finances nationales, et de conventions qui régissent cette fois certains aspects des finances publiques.

B) Droit de l'Union européenne

L'influence du droit de l'Union en matière de finances publiques s'exerce aussi bien en matière budgétaire (1) qu'en matière comptable (2) et fiscale (3).

1) En matière budgétaire

L'influence du droit de l'Union s'exerce ici à travers le **Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC)** (a) et à travers le **Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG)**, aussi appelé « **Pacte budgétaire** » (b).

a) Le Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC)



Définition : Le **PSC** est l'instrument dont les États de la Zone euro se sont dotés afin de coordonner leurs politiques budgétaires nationales et d'éviter l'apparition de déficits budgétaires excessifs. Il impose aux États de la Zone euro d'avoir à terme des budgets proches de l'équilibre ou excédentaires.

Le **PSC** est composé de deux volets (i), dont l'efficacité a tour à tour été renforcée en droit de l'Union européenne par l'institution d'un semestre européen (ii), par l'adoption du « six-pack » (iii) et par l'adoption du « two-pack » (iv).

(i) Les volets du PSC

Plus précisément, le **PSC** comporte deux volets :

- **Un volet « préventif »**, qui fixe « l'objectif à moyen terme d'une position budgétaire proche de l'équilibre ou excédentaire ».



À retenir : Pour les États de la Zone euro on parle de « programmes de stabilité » ; pour les autres, de « programmes de convergence ».

- **Un volet « correctif »** (également dit « répressif »), qui interdit aux États membres d'avoir un déficit public supérieur à 3 % du PIB. La dette publique, quant à elle, est en principe plafonnée à 60 % du PIB.

L'effectivité de ce principe est assurée par la procédure dite « relative aux déficits excessifs » (PDE), au terme de laquelle les États peuvent se voir infliger une amende qui varie entre 0,2 et 0,5 % du PIB.

Ce mécanisme connaît cependant une exception : l'existence de circonstances exceptionnelles, comme une récession de 2 % du PIB en un an.

(ii) Le semestre européen

Pour parvenir à ces résultats, les États ont créé en 2011 le « **semestre européen** ».



Définition : Le **semestre européen** est une phase de dialogue entre la Commission – garante du **PSC** – et les États membres qui s'inscrit en amont du processus d'élaboration des budgets nationaux. Ce cycle de coordination des politiques économiques et budgétaires se concentre sur les six premiers mois de l'année, d'où son nom.

Les États de la Zone euro sont alors tenus de présenter un programme triennal de stabilité, actualisé annuellement, et présentant les objectifs des comptes publics à moyen terme qui tiennent compte de « l'examen annuel de croissance » pour les États membres établi au début de l'année par la Commission.

Des précisions supplémentaires quant au déroulement effectif du semestre européen sont données dans la fiche relative à la Séance 3.

(iii) Le « six-pack »



Définition : Le **PSC** a été renforcé pour la première fois en 2011 par l'adoption du « six-pack », qui est un ensemble de six textes de droit dérivé.

Le *six-pack* a modifié le volet préventif du **PSC** en instituant :

- **Une limitation de la croissance des dépenses publiques**, plafonnée à un seuil maximal égal au taux de croissance potentiel du PIB à moyen terme ;
- **Un pouvoir de sanction au bénéfice de la Commission** à l'égard des États qui n'ont pas pris de mesures à la suite d'une recommandation visant à remédier à un écart à la trajectoire.

La Commission peut ainsi demander la constitution d'un dépôt portant intérêt égal à 0,2 % du PIB. La sanction proposée par la Commission est réputée adoptée par le Conseil, sauf si une majorité qualifiée s'y oppose ; on parle alors de « majorité qualifiée inversée ».

Ce dépôt pourra être imputé des amendes dont l'État pourrait être passible dans le cadre du volet répressif.

Le *six-pack* a également modifié le volet répressif qui comprend les mesures suivantes :

- **Mise en œuvre obligatoire de la PDE** pour tout État dont la dette publique dépasse 60 % du PIB, lorsque l'écart entre son niveau de dette et le seuil de 60 % n'est pas réduit d'un vingtième chaque année en moyenne, sur une période de trois ans ;
- **Création de nouvelles sanctions :**
 - Obligation pour les États de procéder à un dépôt de 0,2 % de leur PIB en cas de mise en œuvre de la PDE ;
 - Le dépôt est transformé en amende en cas de non-respect des recommandations initiales sur la correction du déficit ;
 - Par ailleurs, le principe de la « majorité qualifiée inversée » a également été introduit dans le volet répressif.
- **Création d'une nouvelle procédure de déséquilibres macro-économiques excessifs :**
 - La procédure est inspirée de la PDE ;
 - La procédure exige de l'État l'adoption d'un plan d'action correctif avec un calendrier précis ;
 - Le non-respect répété des recommandations peut, pour les États de la Zone euro, aboutir à diverses sanctions, dont une amende annuelle d'un taux maximal de 0,1 % du PIB, adopté suivant le principe de la majorité qualifiée inversée.

(iv) Le « two-pack »



Définition : Le **PSC** a par la suite été renforcé en 2013, par le « two-pack », qui est un ensemble de deux règlements européens.

Le two-pack a renforcé le volet préventif du **PSC**, en instituant :

- **Un calendrier budgétaire commun** pour l'ensemble des États membres ;



Exemple : Les États doivent par exemple soumettre leur projet définitif de budget à l'avis de la Commission, avant le 15 octobre.

- L'obligation pour les États :
 - De se fonder sur **des prévisions de croissance indépendantes** ;
 - De soumettre leur budget à **un organisme indépendant de contrôle budgétaire**.



À retenir : En France, c'est le Haut Conseil des Finances publiques qui est chargé de cette mission.

Le two-pack a également renforcé le volet répressif du **PSC** en créant les obligations suivantes :

- **Obligation d'information à la charge des États en risque de faillite**, au bénéfice de la Commission, et portant sur les informations relatives au contenu et à l'orientation de leur politique budgétaire ;
- **Obligation d'information à la charge des États faisant l'objet d'un PDE**, au bénéfice de la Commission, à qui ils doivent présenter régulièrement les mesures tendant à la réduction du déficit, afin de permettre à cette dernière d'apprécier le respect des recommandations émises par le Conseil
- **Obligation pour les États faisant l'objet d'une PDE de présenter un programme de partenariat économique**, décrivant les mesures et les réformes structurelles adoptées en la matière, qui là encore doit permettre à la Commission d'exercer son contrôle.

- b) Le « Pacte budgétaire » ou « Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance » (TSCG)



Définition : Le **TSCG** est un accord intergouvernemental régi par le droit international. Il a été signé par l'ensemble des États membres de l'Union, à l'exception du Royaume-Uni et de la République Tchèque. Il vise à aller au-delà des objectifs du **PSC**.

Le **TSCG** repose sur quatre règles majeures :

- **Obligation de transposition :** Les États se sont engagés à garantir le **TSCG** « au moyen de dispositions contraignantes et permanentes, de préférence constitutionnelles, ou dont le plein respect et la stricte observance tout au long des processus budgétaires nationaux sont garantis de quelque autre façon ».



Attention : La France n'a pas opté pour une réforme constitutionnelle ; c'est la deuxième option ouverte par le **TSCG** qui a été choisie et mise en place à travers la **loi organique de programmation et de gouvernance des finances publiques (LOPGFP) du 17 décembre 2012**.

La CJUE est compétente pour apprécier le respect de cette obligation.

Une sanction d'un montant maximal de 0,1 % du PIB est en outre prévue.

- **La « règle d'or » :** Le budget des administrations publiques doit être excédentaire ou à tout le moins en équilibre.
- **La limitation de la dette publique :** Le déficit structurel de l'État ne doit pas dépasser l'objectif à moyen terme qui lui est propre, dans la limite de 0,5 % du PIB (si la dette publique excède 60 % du PIB) ou de 1 % du PIB (si la dette est inférieure au seuil de 60 %).



Définition : Le déficit structurel est un solde budgétaire corrigé des variations de la conjoncture économique. À travers cet indicateur, il s'agit de prendre en compte les cycles économiques pour apprécier le budget des États.

- **L'obligation de résorption :** Lorsque leur dette publique excède le seuil de 60 % du PIB prévu par le *six-pack*, les États doivent s'engager à réduire leur dette chaque année d'un vingtième du montant excédant le seuil de 60 %.



Attention : Ce principe connaît une atténuation importante : l'obligation de résorption est réputée satisfaite lorsque l'État réalise des « progrès suffisants » pour atteindre le seuil de 60 % du PIB en matière de dette publique.

Deux exceptions sont également prévues : la survenance d'une grave récession économique ; et l'existence de « circonstances exceptionnelles », indépendantes de la volonté des États.

2) En matière comptable



Définition : Le **système européen des comptes** (« **SEC** ») est un cadre comptable harmonisé au sein de l'Union européenne qui permet en pratique de calculer les PIB, les niveaux de déficit public et de dettes publiques des États membres, sur la base de concepts communs.

Ce cadre comptable original se justifie par le fait que l'élaboration des politiques au sein de l'Union et le suivi des économies des États membres requiert des informations à jour, fiables et comparables sur la structure de l'économie et sur l'évolution de la situation économique de chaque État membre. De même, la stabilité financière de l'Union est largement dépendante de la confiance des pays tiers dans les comptes des États membres.

Un premier **SEC** a été publié en 1970, à des fins purement statistiques ; c'est en 1995 que le **SEC** s'est vu assigner l'objectif de répondre aux besoins des politiques économiques, sociales et régionales au sein de l'Union.

Actuellement, c'est le « **SEC 2010** », publié en 2013, qui trouve à s'appliquer.



Attention : S'il est souvent désigné sous le nom de système de comptabilité dite « nationale », le **SEC** prend la forme d'un règlement communautaire qui s'impose aux États membres.

Le **SEC** se distingue ainsi de la comptabilité publique nationale, à tel point que le déficit de l'État est différent selon que l'on se place dans le



référentiel SEC ou le référentiel à proprement parler national.

Cela étant, des travaux sont en cours pour l'instauration de normes comptables européennes du secteur public, inspirées de l'IPSAS, et qui s'imposeraient à l'échelle nationale : il s'agit du **projet EPSAS (European Public Sector Accounting Standards)**.

3) En matière fiscale

Le droit de l'Union exerce une influence très importante en matière fiscale :

- **La fiscalité indirecte est fortement harmonisée** (TVA, droits de douane) ;
- **La fiscalité directe est quant à elle :**
 - **Conditionnée au respect des libertés fondamentales consacrées par l'Union**, même si elle relève en principe de la compétence des États membres ;
 - **Partiellement harmonisée :**
 - Certains régimes fiscaux transfrontaliers sont ainsi entièrement régis par le droit de l'Union : relations entre les sociétés mères et leurs filiales ; régime des fusions-acquisitions par exemple.
 - Les avancées sont plus nombreuses en matière de lutte contre la fraude. Ainsi, un mécanisme anti-abus à portée générale a été introduit à l'occasion de la **directive ATAD (Anti-Tax Avoidance Directive)**. De même, deux directives sont consacrées à la coopération administrative en matière de lutte contre la fraude et de recouvrement de l'impôt.
- Que ce soit en matière de fiscalité directe ou indirecte, l'encadrement des aides d'État influe également sur la législation fiscale des États membres.

Ces différentes questions ont des répercussions importantes à l'égard des budgets des différents États membres.



Exemple : Ainsi, dans l'affaire sur la contribution additionnelle de 3 % à l'impôt sur les sociétés, c'est la décision d'incompatibilité prononcée par la CJUE (**CJUE, 1er ch., 17 mai 2017, aff. C-365/ 16**) qui a *in fine* justifié la censure de cet impôt par le Conseil constitutionnel (**Cons. const., 30 sept. 2016, n° 2016-571 QPC, Sté Layher SAS**), entraînant ainsi une perte de recettes fiscales estimée à 10 milliards d'euros par l'État, qui a remis en cause les objectifs budgétaires fixés par la **LPFP 2018 - 2022**.



À retenir : Le droit de l'Union européenne réduit la marge de manœuvre dont disposent les États membres en matière de finances publiques. Le **PSC** et le **TSCG** ont aujourd'hui véritablement façonné le processus d'élaboration du budget national.